Centre Financier International
MONTRÉAL

Secteur financier à Montréal

Mieux se concerter pour développer davantage

Document présenté par M. Jacques Girard

Président directeur général par intérim

et président du Conseil

Centre financier international de Montréal

Dans le cadre du Bilan de la

Stratégie de développement économique de la Ville de Montréal

2005-2010

Commission du développement économique

26 août 2009

Introduction

En tant que partenaire du développement économique montréalais, le Centre financier international de Montréal est heureux de participer à cette consultation visant à faire le bilan de la *Stratégie de développement économique 2005-2010* et à dresser des pistes d'avenir pour 2010-2015.

Avant de vous présenter notre vision et les projets que nous croyons opportun de mettre de l'avant, je tiens à plaider en faveur d'un soutien public significatif au développement économique. Je suis conscient de prêcher à des convertis, car vous qui êtes ici, vous ne doutez pas du bien-fondé pour les administrations publiques de soutenir les efforts de développement économique et d'appuyer le secteur privé pour l'inciter à réaliser sur notre territoire des projets porteurs d'emplois et de richesse collective, mais je considère qu'il s'agit de postulats qu'il faut répéter et sur lesquels il faut refaire consensus surtout en ces temps où la situation économique vient entraver la capacité des entreprises de financer leurs projets.

Trop souvent a-t-on entendu dire que le marché allait seul se réguler et qu'il n'y avait qu'à laisser faire le secteur privé sans entrave pour qu'arrivent les projets et que l'économie se développe par elle-même. Or, d'une part, la crise du secteur financier nous a montré les limites de l'autorégulation et d'autre part, toutes mes années au service du développement économique m'ont convaincu, et c'est davantage le cas actuellement, que les investisseurs «magasinent» avant de choisir une localisation et qu'en tête de leur liste, se trouvent les conditions de l'environnement d'affaires et de vie. Cela veut dire non seulement la fiscalité corporative, mais un ensemble d'éléments sur lesquels, fort heureusement, les gouvernements et les villes ont une prise comme la qualité de vie, l'accueil et l'accompagnement des promoteurs.

Parlant de capacité d'intervention des villes, je tiens à souligner combien la Ville de Montréal joue et doit continuer à jouer un rôle essentiel de soutien notamment par la présence efficace et fort appréciée au conseil

d'administration de CFI-Montréal du responsable du développement économique au conseil exécutif de la Ville, M. Alan de Sousa. En outre, il nous semble indispensable qu'il soit davantage pris en compte dans la nouvelle Stratégie de développement économique le réel pouvoir d'influence et de levier que détient l'administration municipale, tant auprès des investisseurs privés que des autres paliers de gouvernement. Sans se substituer aux autres acteurs, la Ville doit pleinement jouer son rôle de concertation, mobilisation et facilitation.

Car, avec la mondialisation, non seulement le bassin des villes pouvant et souhaitant accueillir des investisseurs étrangers s'est agrandi, notamment avec les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), mais l'arsenal des outils d'attraction qu'elles utilisent s'est considérablement accru. De plus, les délocalisations sont devenues beaucoup plus fréquentes de la part d'entreprises, qui sont de plus en plus souvent des conglomérats, eux-mêmes mondialisés. La logique de la localisation n'est donc plus tout à fait la même qu'il y a une dizaine d'années et une fois installées, les entreprises n'en sont pas moins mobiles et sensibles au «chant des sirènes» des juridictions en émergence.

Montréal doit donc aujourd'hui faire face à des villes dont la compétitivité est plus grande et dont les atouts nous forcent à innover pour demeurer dans la course. Permettez-moi une observation à ce sujet. Si on se reporte aux années qui ont précédé l'élaboration de la présente Stratégie, soit 2000 à 2005, on constate, du moins dans les rapports annuels de Montréal International, des investissements directs étrangers (IDÉ) de l'ordre de 1 milliard $ par année. C'était les années où les efforts de prospection de l'Office de développement économique de la CUM et de Laval Technopole avaient été regroupés au sein de MI, et où les efforts des autres organismes, Investissement-Québec et la SGF, convergeaient vers le même objectif : attirer le maximum d'entreprises étrangères à se développer dans la région métropolitaine.

Bien sûr la conjoncture économique mondiale de l'époque était plus favorable, ce qui n'a rien de comparable avec les mois que nous traversons. Cependant, ce que je veux démontrer, c'est que lorsque les administrations publiques font de l'attraction d'investissements étrangers une priorité, qu'elles octroient des moyens financiers conséquents, les résultats sont généralement au rendez-vous. Ainsi, lorsque la volonté politique, administrative et les budgets se conjuguent, nous avons de meilleures chances de rabattre ici des projets qui autrement risquent d'aller ailleurs. Le cas récent de Ubisoft à Toronto et le recul des investissements dans le secteur porteur des sciences de la vie devraient sonner l'alarme et nous inciter à la réflexion. La Ville peut et doit s'engager davantage dans cette voie, elle dispose des outils pour le faire et doit les mettre au service du développement.

D'ailleurs, si Montréal et le Québec se sont mieux tirés d'affaire lors des récents soubresauts de l'économie, il y a fort à parier que c'est en raison de la diversification des secteurs présents, de la concertation de certains secteurs clés, notamment au sein de grappes, et des actions positives en matière de développement économique.

Je ferme ici la parenthèse du développement économique dans son ensemble pour me concentrer sur le secteur financier, un moteur essentiel sur lequel je propose que l'on mise davantage, de façon plus systématique et mieux concertée. Les retombées positives d'un secteur financier solide sont connues, il s'agit d'une industrie structurante pour les autres secteurs, entre autres parce qu'elle finance leurs projets, regroupe des expertises qui sont bénéfiques à l'ensemble de l'économie et contribue à une industrie de services de pointe, notamment en télécommunications.

Le secteur financier, un moteur discret mais essentiel

Quand le programme CFI a été mis sur pied en 1986, pour pallier la force centralisatrice de Toronto, il s'agissait clairement d'offrir des incitatifs fiscaux aux sociétés financières et aux travailleurs stratégiques, qui réalisent des

transactions financières internationales, pour les inciter à opérer à partir de Montréal. Plus de 20 ans plus tard, quelque 108 centres financiers, qui regroupent plus d'un millier d'employés, sont actuellement reconnus et effectuent leurs opérations internationales ici. Bon an mal an, une dizaine de nouveaux CFI s'ajoutent, leur croissance a cependant été freinée par les coupures dans les avantages offerts par le gouvernement du Québec, responsable du programme et par le fait notamment que Vancouver ait mis en place un programme semblable à celui qui existait ici avant les coupures.

Je tiens à souligner que les retombées économiques de la présence des CFI à Montréal font plus que compenser les avantages fiscaux qui leur sont consentis et couvre les frais de fonctionnement du Centre financier international de Montréal. Il s'agit donc d'un programme de développement à coûts nuls pour le gouvernement du Québec, tel que l'a démontré le rapport d'analyse Secor en 2006.

Le Centre financier international a commandé à une firme de recherche économique un profil du secteur financier à Montréal, qui a révélé que plus de 100 000 personnes y travaillent au sein de quelque 3 000 entreprises. De plus, sur une période de quatre ans, soit de 2002 à 2006, la croissance de la contribution du secteur financier au PIB a été de 3,4 %, soit plus que celle de l'ensemble des services, qui s'est elle élevée à 2,6 %. Ce profil a également révélé que les activités financières à Montréal sont diversifiées :

- Banques et intermédiaires financiers pour 38 % des emplois et 300 entreprises;
- Assurances et activités connexes pour 22 % des emplois et 1 300 entreprises;
- Valeurs mobilières, caisses de retraite et gestion de fonds pour 40 % des emplois et 1 500 entreprises.

Plus important encore, ce profil a mis en lumière que le capital humain est une force pour Montréal. En effet, la région compte un bassin de quelque 25 000

spécialistes financiers et ce bassin se renouvelle, puisque environ 8 000 étudiants s'inscrivent annuellement à une formation universitaire en finance, dont 1 000 à la maîtrise ou au doctorat. Les programmes offerts par nos universités et écoles de gestion sont reconnus notamment en ingénierie et en mathématique financière. En outre, une trentaine d'unités de recherche académique dans des secteurs reliés à la finance font de Montréal un centre d'excellence pour la formation de la main-d'œuvre.

Mais l'enjeu de la qualification et de la disponibilité du personnel est crucial et le défi est de taille, il faut **former davantage et retenir ici les diplômés** en offrant notamment des programmes de stages de haut niveau. En ce sens, toute mesure mise en place par la Ville pour accueillir et accompagner notamment les étudiants étrangers en finance, afin de les inciter à demeurer à Montréal après leurs études, serait bienvenue. À cet égard, nous croyons qu'il faut ajouter un volet plus sectoriel et orienté vers l'emploi au portail pour étudiants étrangers actuellement géré par la CRÉ, éventuellement par une section offrant un maillage entre l'offre et la demande d'emplois ou de stages dans leur secteur. Il va de soi que cela implique un lien avec les employeurs du secteur, mais nous pensons qu'il y aurait une ouverture de leur part en raison du caractère stratégique que revêt la main-d'œuvre pour leur développement et nous sommes également convaincus qu'une grappe pourrait jouer un rôle positif dans un projet de cette nature.

Ce que nous savons concernant les enjeux actuels du secteur financier, nous l'avons appris en bonne partie, lors de démarches préliminaires à la formation d'une grappe sur les services financiers, qui se sont tenues en 2008 et qui ont été mises sur la glace en raison de facteurs externes (crise financière) et de changements de dirigeants au sein de certaines grandes institutions (Caisse de dépôt et placement, Desjardins, Bourse de Montréal).

Avant de relancer les discussions visant la création d'une grappe proprement dite, nous tenons à garantir l'appui des administrations publiques à cette

démarche. Les grands joueurs du secteur financier privé se sont déjà engagés à fournir une part importante du financement de départ et ont manifesté leur intérêt lors de quelques rencontres et en mandatant des représentants au sein d'un groupe de travail, qui s'est réuni à plusieurs occasions pour esquisser ce que pourrait être tant la gouvernance de la grappe que ses principaux projets. Avant de demander aux entreprises du secteur de reconfirmer leur intérêt, il est essentiel d'obtenir l'appui sans équivoque du secteur public et au premier chef, de la Ville de Montréal.

Pourquoi une grappe des services financiers?

On l'a vu, la main-d'œuvre est un enjeu stratégique, qui nécessite une concertation non seulement des institutions d'enseignement supérieur entre elles, mais avec les entreprises qui embauchent. Il ne s'agit pas de tergiverser à l'infini sur les subtilités des différents programmes, il est question notamment de mettre en place des programmes de maîtrise ou de doctorats conjoints, intensifs, ultra spécialisés, jumelés à des stages pratiques, permettant de fournir aux entreprises des diplômés qualifiés en fonction de leurs besoins et aussi d'attirer ici des étudiants talentueux, notamment en provenance des pays en émergence comme ceux du BRIC, pour leur permettre de travailler ici et devenir des «ambassadeurs» du Montréal financier, une fois de retour dans leur pays.

Il est aussi question pour la grappe de «branding» et de promotion du Montréal financier, d'organiser des conférences internationales d'envergure pour attirer ici des sommités, se faire connaître et rayonner…

Mais, il y a plus. Former une grappe, c'est mettre carrément la priorité sur le secteur financier et donner une tribune aux acteurs pour exprimer leurs besoins et trouver des moyens de les combler. Je vais vous donner l'exemple de Paris Europlace, qui me semble extrêmement pertinent. Lorsque j'ai rencontré les dirigeants de cette grappe de la finance à Paris, en 2007, soit quatre ans après la création de l'organisme, j'ai été impressionné par l'ampleur des projets

portés par les universités et centres de recherche ainsi que par les entreprises de l'industrie financière. On parle d'un budget annuel de quelque 15 millions d'euros. Mais, tout comme les représentants de cette grappe, qui se considéraient un peu en mode défensif par rapport à Londres et Francfort, je ne pouvais m'imaginer lire un jour l'article dans *The Globe and Mail* du 21 juillet dernier concernant le fait que maintenant Paris pourrait talonner Londres comme première place financière d'Europe!

Est-ce réel ou exagéré? Difficile de le dire, car Londres a certes encore sa longueur d'avance et il y a fort à parier qu'elle la conservera. Cependant, il faut reconnaître que les nombreux projets lancés par Paris Europlace ont permis de mettre la ville lumière à l'avant-scène financière européenne voire mondiale. Voici un extrait de l'article de *The Globe and Mail* :

« *While le Grand Paris is on the drawing board, another effort, called Paris Europlace, is already running. The goal of the promotional agency is to turn Paris into an international financial hub. By definition, success means robbing London of its glory. Europlace has already made some progress in making Paris a friendlier place for business. Its lobbying effort did, for example, succeed in eliminating the CIF, the special tax on financial institutions*.»

Si Paris Europlace, sorte de grappe des services financiers, a permis à Paris de faire des avancées aussi inattendues que significatives, tout porte à croire que la formule a du bon et que Montréal, qui souhaite renforcer son statut de centre financier tant en Amérique que dans le monde, aurait avantage à s'en inspirer. Cela nous semble d'autant plus évident que les efforts initiaux de mobilisation et de diagnostic ont déjà été faits, que l'intérêt pour la grappe est au rendez-vous, qu'un rapport de la firme Secor confirme l'importance de la concertation des différents acteurs tant de l'industrie, des organismes publics que des institutions de formation et de recherche et que le profil du secteur financier confirme l'existence d'une masse critique essentielle à la création d'une grappe.

De plus, il faut savoir que si la finance parisienne se concerte, il en est de même à Bruxelles, Munich, au Luxembourg et dans bien d'autres lieux où des grappes ont également été créées et sont pleinement opérationnelles. Voilà qui me ramène à mon raisonnement du début. Si dans les années 2000, soit au moment où la Ville préparait sa Stratégie 2005-2010, Montréal a pu tirer son épingle du jeu en termes d'attraction d'investissements directs étrangers, c'est parce que les pouvoirs publics y ont consacré des moyens, en ont fait une priorité et ont facilité la concertation de l'ensemble des partenaires. Si nous avons traversé la crise avec moins de dommages, c'est aussi en raison de la diversification significative de notre économie, de la stabilité de notre secteur financier et de l'exercice d'une concertation sectorielle.

Vous savez, quand Paris Europlace a organisé une conférence financière à New York, c'est le ministre des Finances de France, qui a piloté la délégation de sociétés privées, qui n'est pas passée inaperçue à Wall Street. Le maire de Paris n'est jamais loin non plus de leurs initiatives et que dire des efforts du président Sarkozy qui veut redonner à l'économie française une place de choix dans le monde! L'appui doit venir d'en haut et la Ville a un rôle central à jouer que la Stratégie de développement économique 2010-2015 doit prévoir.

Pourquoi agir sans tarder?

Certains éléments de la conjoncture financière internationale peuvent s'avérer autant d'occasions d'affaires pour Montréal si nous savons en tirer partie rapidement. Il faut être attentif à cette reconfiguration des services financiers à l'échelle mondiale et adapter notre offre en conséquence. C'est d'ailleurs le diagnostic posé récemment par le *Financial Times* de Londres, qui constatait que dans le contexte économique difficile et avec la présence de plus en plus forte de pays émergents, certains centres financiers régionaux essaient de renforcer leur statut en encourageant l'investissement étranger et en développant des niches particulières. Il était mentionné : « it provides the ideal opportunity for those [centres] with less international exposure [comme

Montréal] to promote robust taxation laws, strong regulatory oversight and their ability to expand niche services in certain sub sectors thus making their mark globally.»

Nous partageons tout à fait cette lecture de l'environnement à l'effet que la situation de lente reprise économique appréhendée, doublée de l'augmentation du nombre de centres concurrents, devrait nous inciter à améliorer nos programmes incitatifs et à miser davantage sur nos créneaux forts, comme les produits dérivés et la gestion des fonds de retraite.

À ces éléments de contexte, s'ajoute aussi la publication récente par l'OCDE d'une liste grise de 38 pays qui, contrairement au Canada et au Québec, n'ont pas encore implanté les plus hauts standards en termes de transparence fiscale. L'existence d'une telle liste, les changements visant à réduire le secret bancaire, les nouvelles réglementations adoptées par les différents pays ont changé la donne et créé une pression sur certains territoires auparavant qualifiés de havres pour l'investissement. Il faut en faire une juste analyse et tirer partie des avantages que cela peut nous procurer dans nos efforts d'attraction. Le fait aussi que le Canada participe au groupe sur la stabilité financière mis en place par le G-20 en juin dernier et que notre système bancaire soit reconnu mondialement comme l'un des plus sécuritaires sur la planète sont des atouts, qui ont pris, au fil des derniers événements sur la scène financière mondiale, valeurs de refuge et d'attrait.

Au CFI, nous avons décidé de les utiliser à fond lors de nos rencontres avec des clients potentiels et cela commence à donner des résultats. Au cours de la dernière année, nous avons renouvelé et complété notre équipe de démarchage, implanté de nouvelles méthodes de prospection, qui maximisent les avantages des nouvelles technologies et du Web, mis en place un système de gestion des données, qui permet non seulement une reddition de comptes satisfaisant aux exigences les plus strictes, mais qui constitue un outil de suivi et de développement précieux.

De plus, pour être au fait des tendances du secteur financier mondial, nous suivons de près les modifications en cours d'élaboration par l'Union européenne quant à la réglementation sur les fonds de couverture et l'équité privée ainsi que le complexe et ambitieux projet de réforme de la réglementation financière aux États-Unis, sans oublier le nouveau créneau en émergence de la finance islamique, qui connaît un attrait certain du moins en Europe.

De plus, il faut compter avec nos voisins torontois qui décuplent les efforts pour attirer des sociétés financières. Car pendant que nous discutons depuis des mois à Montréal de la pertinence de créer ou non une grappe, le Toronto Financial Services Alliance, qui se présente comme LE «cluster» canadien de la finance, a embauché un représentant à temps plein, qui est basé au consulat canadien à New York, l'organisme se paye aussi une campagne publicitaire ciblée dans des magazines américains, comme *Newsweek,* et fait travailler les «investment officers» du gouvernement de l'Ontario en poste à Londres et Paris auprès de cibles financières, souvent d'ailleurs les mêmes que nous! À cela s'ajoutent aussi des incitatifs financiers offerts par le gouvernement de la province pour attirer toute société financière étrangère.

Pour que Montréal accentue sa compétitivité en tant que centre financier au Canada et en Amérique du Nord, plusieurs intervenants, notamment parmi ceux rencontrés par Secor il y a quelques années, s'accordent à dire qu'il faudra moderniser et bonifier le programme de CFI et le renforcer en y adjoignant une grappe. Pour ce faire, nous avons entamé des discussions avec le ministère des Finances, qui se déroulent dans un esprit d'ouverture et de collaboration, mais des pressions efficaces et une priorisation du secteur des finances de la part de la Ville de Montréal ne pourraient que contribuer positivement à l'avènement de ces changements indispensables à un développement véritable.

Consolider les acquis

Le succès attire le succès… et inversement ! En ce sens, il semble essentiel qu'un consensus montréalais se lève en faveur du maintien d'une commission

des valeurs mobilières qui ait son siège ici. Le maire s'est d'ailleurs prononcé clairement sur le sujet, agissant avec la même fougue et énergie qu'il a déployées pour les championnats de natation et le Grand Prix de formule 1, deux dossiers qui semblent appelés à connaître le succès, preuve que là où on agit, on peut influer sur le cours des choses. La Ville doit aussi manifester, par le biais de sa *Stratégie de développement économique 2010-2015*, son appui au développement de son secteur financier et prendre parti pour le maintien de toutes institutions qui contribuent à sa structuration, comme l'Autorité des marchés financiers et les produits dérivés en bourse, et pour l'installation de nouveaux organismes, comme la Bourse du carbone.

Donner confiance et soutenir

Parmi les avantages de Montréal pour les entreprises du secteur financier, il y a bien sûr la stabilité du système bancaire, l'existence de règles claires et strictes qui régissent le secteur financier, la présence d'organismes régulateurs crédibles et d'entreprises phares dans leur domaine comme la Caisse de dépôt et placement, mais il y a aussi la qualité de nos infrastructures de communication. Jusqu'à récemment, nos entreprises de télécommunication, parmi les plus avancées, nous avaient donné une longueur d'avance grâce aux réseaux de fibre optique et aux technologies et solutions d'affaires sécurisées offertes aux entreprises. Pour demeurer à la fine pointe, la Ville pourrait se faire promoteur d'un projet d'accès internet sans fil dans le quartier international et des affaires de Montréal. Comme Paris et Londres l'ont fait, l'installation de bornes d'accès internet dans un quartier permettant à toute personne qui le souhaite de naviguer sur le Web et d'avoir accès à sa messagerie électronique simplement en allumant son ordinateur portable via une connexion à haut débit.

À ne pas négliger non plus quand il est question de stratégie de développement économique, tout ce qui touche à la qualité de vie des citoyens, car en bout de piste, ce qui peut faire la différence entre une localisation et une autre pour un dirigeant d'entreprise, surtout s'il prévoit s'y installer, c'est l'environnement de

vie, les loisirs, la propreté, la sécurité et bien sûr les taxes et impôts fonciers, corporatifs et sur le revenu personnel!

Les entreprises étrangères du secteur financier qui se sont installées à Montréal attendent de l'administration municipale qu'elle les accueille et facilite leur développement. Si elles aiment leur expérience montréalaise, elles croîtront ici et feront nos meilleurs ambassadeurs auprès de leurs relations d'affaires.